COMMUNE DE BRINON SUR SAULDRE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 Juin 2019

COMPTE RENDU

Affiché en exécution de l'article L 2121-25 du Code des Collectivités Territoriales

L'an deux mil dix-neuf, le dix-neuf juin à vingt heures et trente minutes,

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Lionel POINTARD, Maire de BRINON SUR SAULDRE.

Nombre de Conseillers en exercice : 14

Nombre de Conseillers présents : 9

Nombre de Conseillers votants : 14

Date de convocation : 14 juin 2019

Étaient présents : Mesdames et Messieurs Lionel POINTARD « Maire », Denise SOULAT, Catherine HUPPE et Ulrich BAUDIN « Adjoint », Michel MATÉOS, Marie-Christine MENEZ-LACUBE, Guillaume CHEVALIER, Frédéric DEPEINT et Thierry FRICHETEAU « conseillers municipaux ».

Absents excusés : Michèle ROBERT qui donne pouvoir à Lionel POINTARD, Céline PIMENTA qui donne pouvoir à Ulrich BAUDIN, Raphaël PORNIN qui donne pouvoir à Catherine HUPPE, Marie CHARTIER qui donne pouvoir à Denise SOULAT et Aurore THIROT qui donne pouvoir à Thierry FRICHETEAU.

Frédéric DEPEINT a été élu secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- **Désignation d'un secrétaire de séance**
- **Approbation du dernier procès-verbal du conseil municipal**
- **Rapport du Maire**
- **Décisions du Maire**

- **FINANCES :**
 - ✓ **Modification de crédits – Décision modificative N°1 – Budget Commune**
 - ✓ **Modification de crédits – Décision modificative N°1 – Budget annexe assainissement**
 - ✓ **Tarif communal des Repas à domicile**
 - ✓ **Gratification stagiaire**
 - ✓ **Colis de Noël du personnel communal**

- **RESSOURCES HUMAINES :**
 - ✓ **Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité**

- **ADMINISTRATION GÉNÉRALE :**

- ✓ **Avis du Conseil Municipal sur la vente d'un logement social appartenant à S.A. France Loire situé au N°20 La Noue Margot**
- **COMMISSION MUNICIPALE** :
 - ✓ **Compte-rendu de la commission des travaux**
- **ASSAINISSEMENT** :
 - ✓ **Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du service Public de l'Assainissement 2018**
- **SYNDICATS** :
 - ✓ **Modification des statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire Brinon-Clémont (SIVOS)**
- **INTERCOMMUNALITÉ** :
 - ✓ **Approbation du nombre et de la répartition des sièges de conseillers communautaires dans le cadre d'un accord local**
 - ✓ **Modification des statuts de la Communauté de Communes Sauldre et Sologne portant intégration de la compétence facultative « Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ».**
- **QUESTIONS ET INFORMATIONS DIVERSES**

La séance est ouverte à 20h30.

Lionel POINTARD propose de nommer Monsieur Frédéric DEPEINT en qualité de secrétaire de séance.

Monsieur le Maire, après avoir procédé à l'appel, déclare le quorum atteint, la séance de conseil municipal peut se tenir.

Approbation du procès-verbal du conseil du 3 avril 2019 :

Monsieur le Maire demande s'il y a des observations sur le procès-verbal de la dernière séance du conseil municipal du 3 avril 2019.

Les élus présents sont invités à signer le procès-verbal de la réunion du 3 avril 2019, ainsi que les délibérations.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

RAPPORT DU MAIRE

- ✓ **Courriers** :
 - Monsieur le Maire donne lecture du courrier de remerciements d'obsèques.
 - Monsieur le Maire donne lecture des courriers reçus pour le remerciement d'attribution d'une subvention communale au Club Cycliste brinonnais et au GRAHS de Sologne.
 - Monsieur le Maire fait part aux conseillers municipaux de remerciements du Club Cycliste brinonnais pour le travail effectué par les agents communaux pour l'entretien des chemins ruraux lors de la randonnée des gués du 16 juin 2019.

- Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier reçu par l'inspection d'académie du Cher pour le prêt de la salle Jean Boinvilliers lors d'un spectacle en anglais pour les enfants des écoles de Brinon.
- Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier reçu de M. François Cormier-Bouligeon, député du Cher, nous informant d'un versement d'une dotation supplémentaire pour notre commune.
- Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que l'Etat vient de nous faire parvenir le montant des dotations définitives pour 2019 soit une différence positive de + 7 656 € par rapport aux prévisions budgétaires.
- Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de M. Pascal DAVID. Le conseil municipal décide de réunir une commission des finances prochainement pour débattre du sujet.

✓ **Travaux :**

Monsieur le maire donne un bilan aux conseillers municipaux des travaux déjà réalisés cette année, ainsi que les futurs travaux à venir.

✓ **Commissions municipales :**

○ Commission du personnel communal :

La commission du personnel communal a eu lieu le mardi 21 mai 2019. Monsieur le Maire donne un bref compte-rendu aux conseillers municipaux.

La prochaine commission aura lieu le Lundi 5 août 2019 à 19h00.

○ Commission des travaux :

La commission des travaux s'est réunie le 19 juin 2019.

Plusieurs devis ont été vus et seront mis en délibérés lors de ce conseil.

✓ **Communautés de Communes Sauldre et Sologne :**

- La dernière réunion de la Communauté de Communes Sauldre et Sologne a eu lieu le 20 Mai 2019.

Le compte-rendu est affiché et a été envoyé aux conseillers municipaux.

Le nouveau site internet de la Communauté de Communes a été mis en ligne le 27 Mai 2019. Il est consultable via le lien suivant : <https://www.sauldre-sologne.fr/>

✓ **Syndicat de l'Etang du Puits et du Canal de la Sauldre**

- Monsieur le Maire informe les conseillers qu'il s'est rendu le vendredi 5 avril 2019 au comité syndical. Il leur fait un compte-rendu de cette réunion.

✓ **Réunions et Rendez-vous :**

- Monsieur le Maire informe les membres du Conseil municipal qu'il s'est rendu avec Denise Soulat à l'inauguration des Bulles de Sologne le mardi 4 juin 2019, en présence de Madame la Sous-Préfète et d'élus du Département du Cher et de la Région Centre Val de Loire.
- Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal qu'il s'est rendu le jeudi 13 juin à la sous-préfecture de Vierzon avec Cécile Mégret pour la réunion

d'arrondissement avec Madame Sylvie Berthon, nouvelle sous-préfète de Vierzon.. Plusieurs thèmes ont été abordés : les chiffres de l'INSEE (population, démographie, conditions de vie, économie et emploi autour du bassin Vierzon), la mobilité dans nos territoires ruraux, les animaux errants (chats, chiens et autres), les solutions et aides apportées pour les entreprises en difficulté (DIRECCTE), les protocoles de « participation citoyenne » (voisins vigilants, nomination d'un ou de référent(s)). Une autre réunion aura lieu pour la téléphonie mobile compte tenu du timing trop court lors de cette réunion.

✓ **Informations diverses :**

- Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal que l'accueil de loisirs aura lieu du 8 au 26 juillet 2019. Le thème sera « En route vers l'art » avec des initiations musique et poterie, sortie à Guédelon, sortie accrobranches et pôle des étoiles à Nancay, spectacle de Frédéric Duval, journées piscine au centre nautique de Dampierre en Burly, sortie vélo, Sortie au Domaine du Ciran..... Une réunion d'information a eu lieu le mardi 18 juin au Mille-Clubs. Les inscriptions ont lieu jusqu'au 26 juin dernier délai.
- Monsieur le Maire informe les conseillers des dates des prochains conseils municipaux :
 - Mercredi 18 septembre 2019
 - Mercredi 20 novembre 2019

DONNER ACTE DE DECISIONS DU MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
--

Conformément à l'article L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal prend connaissance des décisions prises dans le cadre de la délégation du Conseil Municipal au Maire.

**Fait à Brinon-sur-Sauldre à la date sus indiquée et affiché le 19 juin 2019,
Pour copie certifiée conforme au registre des décisions du Maire.**

1- Délibération n° 2019-0068

Objet : Modification de crédits – Décision modificative N°1 – Budget Commune

Lionel POINTARD donne la parole à Madame Denise SOULAT, 1^{ère} adjointe et déléguée aux finances.

Madame Denise SOULAT expose que suite à l'institution d'une taxe sur les logements vacants et le recrutement de personnel intérimaire, il convient de procéder à des modifications de crédits.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de procéder aux modifications suivantes :

Section Fonctionnement

Dépenses	
Article 7391172 « Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants »	+ 8 000.00 €
Article 6068 « Achats de matières et fournitures »	- 3 000.00 €
Article 6042 « Achats prestations de services »	- 5 000.00 €
Article 6218 « Autre personnel extérieur »	+ 3 000.00 €
Article 6411 « Personnel titulaire »	- 2 000.00 €
Article 6455 « Cotisation pour assurance du personnel »	- 1 000.00 €
TOTAL	0 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

➤ **ADOpte les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

2- Délibération n° 2019-0069

Objet : Modification de crédits – Décision modificative N°1 – Budget annexe assainissement

Lionel POINTARD donne la parole à Madame Denise SOULAT, 1^{ère} adjointe et déléguée aux finances.

Madame Denise SOULAT expose que suite à une erreur dans l'établissement du budget primitif sur le compte des ICNE (Intérêts Courus Non Echus) et sur les comptes des amortissements, il convient de procéder à des modifications de crédits.

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de procéder aux modifications suivantes :

Section Fonctionnement

Dépenses	
Article 66112 « Intérêts – Rattachements des ICNE »	+ 135.90 €
Article 61528 « Entretien et réparations autres biens immobiliers »	- 135.90 €
Recettes	
Chapitre 042 – Article 777 « Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice »	1 390.10 €
Article 70611 « Redevance d'assainissement collectif »	- 1 390.10 €
TOTAL	0 €

Section Investissement

Dépenses	
Chapitre 040 – Article 1391 « Subventions d'équipement »	1 390.10 €
Article 2158 « Autres »	- 1 390.10 €
TOTAL	0.00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

➤ **ADOpte** les virements de crédits tels que présentés ci-dessus.

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

3- Délibération n° 2019-0070

Objet Tarif communal des repas à domicile

Lionel POINTARD donne la parole à Madame Denise SOULAT, 1^{ère} adjointe et déléguée aux finances.

Denise SOULAT expose aux membres du conseil municipal que le prestataire concernant la fourniture des repas pour le portage à domicile, applique tous les ans une formule de révision des prix en septembre.

Il s'avère que cette année l'augmentation du prix pour les repas à domicile est importante, et celui-ci n'a jamais été augmenté depuis le début de ce service.

Elle propose donc au conseil municipal d'augmenter le tarif des repas à domicile.

Après avoir entendu l'exposé de Madame la 1^{ère} adjointe, Monsieur le Maire propose d'augmenter le prix du repas à domicile, à compter du 1^{er} septembre 2019, celui-ci passerait de 5.67 € HT soit 6.80 € TTC à 5.83 € HT soit 7.00 € TTC.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'**unanimité** :

- **ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire concernant le l'augmentation du tarif du repas à domicile, qui sera facturé à compter du 1^{er} septembre 2019, à 5.83 € HT soit 7.00 € TTC.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

4- Délibération n° 2019-0071

Objet : Gratification stagiaire

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Un élève préparant un CAPA Jardinier Paysagiste en 1^{ère} année effectue un second stage au sein du service technique durant 9 semaines, et réparti sur 4 périodes, soit :

Du 23/04/2019 au 17/05/2019

Du 27/05/2019 au 31/05/2019

Du 10/06/2019 au 21/06/2019

Du 01/07/2019 au 12/07/2019.

Après avis auprès de son tuteur et du responsable du service technique, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de lui octroyer une gratification de 500 € pour les 9 semaines, compte tenu du travail réalisé au sein du service.

Monsieur le Maire propose de verser à ce stagiaire la somme de 500 € pour le récompenser de son travail au sein du service technique.

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'**unanimité** :

- **ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire d'octroyer la somme de 500 € au stagiaire du service technique.**
- **DIT que les crédits sont inscrits au budget 2019 au compte 64138.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

5- Délibération n° 2019-0072

Objet : Colis de Noël du personnel communal

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Une délibération avait été prise le 21 avril 2011 afin de déterminer les dispositions des dépenses prises au titre du compte 6232 « Fêtes et cérémonies ». Cette délibération prévoyait la prise en charge des colis de fin d'année offerts au personnel communal.

Il convient de préciser les conditions d'octroi et des modalités de ce colis.

Monsieur le Maire propose de donner un colis de Noël à tout le personnel communal. Ce colis est composé de denrées alimentaires ainsi que d'un bon d'achat d'un montant de 25 € valable dans les restaurants de la Commune (La Solognote, Café Labbe et l'Auberge du 7).

Le conseil municipal après en avoir délibéré à l'**unanimité** :

➤ **ACCEPTE la proposition de Monsieur le Maire de donner à tout le personnel communal un colis de Noël, dans les conditions énumérées ci-dessus.**

➤ **DIT que les crédits sont inscrits au budget au compte 6232.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

6- Délibération n° 2019-0073

Objet : Recrutement d'un agent contractuel sur un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 alinéa 2 ;

Considérant que les besoins du service technique peuvent justifier le recrutement d'un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activités, notamment pour le remplacement d'agents titulaires lors des congés d'été, du 8 juillet 2019 au 18 août 2019,

Considérant qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activités en application de l'article 3 – alinéa 2 de la loi n°84-53 précitée ;

Pour un accroissement saisonnier d'activités, le contrat peut être d'une durée maximale de 6 mois pendant une même période de 12 mois,

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à recruter un agent contractuel dans ce cadre sur un emploi d'agent de service polyvalent en milieu rural à temps complet, à raison de 35 heures hebdomadaires dans les conditions prévues à l'article 3 de la loi n°84-53, du 8 juillet 2019 au 18 août 2019.

Vu l'avis favorable de la commission du personnel communal en date du 21 mai 2019,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité** :

➤ **AUTORISE Monsieur le Maire à recruter un agent contractuel en référence au grade d'adjoint technique pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activités pendant les congés d'été, soit du 8 juillet 2019 au 18 août 2019 en application de l'article 3 – alinéa 2 de la loi n°84-53 précitée.**

Cet emploi relève de la catégorie hiérarchique C.

Cet agent assurera la fonction d'agent de service polyvalent en milieu rural à temps complet (35h/hebdomadaire).

La rémunération sera basée sur la grille indiciaire relevant du grade d'adjoint technique, 1^{er} échelon.

➤ **MODIFIE** en conséquence le tableau des effectifs.

➤ **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

7- Délibération n° 2019-0074

Objet : Avis du Conseil Municipal sur la vente d'un logement social appartenant à S.A. France Loire situé au N°20 La Noue Margot

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Monsieur le Maire donne lecture au conseil municipal d'un courrier reçu de la Direction Départementale des Territoires du 8 avril 2019 qui informe que l'entreprise SA France Loire souhaite procéder à la vente d'un logement locatif social situé sur la commune au N°20 La Noue Margot.

Considérant que la réduction des logements locatifs sociaux n'affectera pas le parc de logements de ce type sur la Commune,

Monsieur le Maire propose d'émettre un avis favorable pour la vente de ce logement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à **l'unanimité** :

- **ÉMET un avis favorable pour la vente de ce logement social sur la commune au N°20 La Noue Margot,**
- **CHARGE Monsieur le maire de transmettre la présente décision.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

8- Délibération n° 2019-0075

Objet : Compte-rendu de la commission des travaux

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux que la commission des travaux s'est réunie le mercredi 19 juin 2019, afin d'étudier divers devis pour des travaux à effectuer.

1. Remise en état d'un terrain de tennis

Suite aux travaux de nettoyage d'un terrain de tennis par l'entreprise Aqua Clean, il s'avère que celui-ci devrait être remis en état. Monsieur le Maire donne lecture du devis reçu d'Aqua Clean : 3 190.00 € HT soit 3 828.00 € TTC.

La commission, au vu de ces informations, propose de signer le devis de l'entreprise Aquaclean pour un montant de 3 190.00 € HT soit 3 828.00 € TTC.

2. Travaux de voiries

Suite à une commission et aux travaux de voiries effectués récemment sur la Commune, il avait été demandé plusieurs devis de réhabilitation des routes communales à l'entreprise Colas.

- Route de la bergerie (après le canal vers Halaire) : 9 970.70 € HT soit 11 964.84 € TTC.
- Chemin de la Gare : 900.00 € HT soit 1 080.00 € TTC
- Cour de l'école primaire : 3 076.32 € HT soit 3 691.58 € TTC
- Route communale N°VC 7 Etang des brosses : 18 007.20 € HT soit 21 608.64 € TTC
- Voirie du lotissement les Pointards : 6 6694.39 € HT soit 8 033.27 € TTC.

Après en avoir discuté et débattu, la commission propose d'effectuer les travaux les plus urgents pour cette année et de prévoir les autres pour 2020.

Elle propose donc d'accepter les devis suivants de l'entreprise Colas pour 2019 :

- Route de la bergerie (après le canal vers Halaire) : 9 970.70 € HT soit 11 964.84 € TTC.
- Chemin de la gare : 900.00 € HT soit 1 080.00 € TTC
- Cour de l'école primaire : 3 076.32 € HT soit 3 691.58 € TTC

3. Travaux de désenfumage de la salle Jean Boinvilliers suite à la commission de sécurité

Suite à la commission de sécurité en mai dernier, il a été demandé de faire de façon urgente la réhabilitation du système de désenfumage de la salle Jean Boinvilliers. Monsieur le Maire donne lecture des devis demandés auprès de 3 entreprises :

- Société ABC Protection Incendie de Mer (41) : 12 999.68 € HT soit 15 599.62 € TTC
- Société France Protection Incendie de Châteauroux (36) : 13 984.00 € HT soit 16 780.80 € TTC
- Société Climex de Saint Denis en Val (45) : 17 303.74 € HT soit 20 764.49 € TTC

Après étude des devis, la Commission propose de retenir l'entreprise France Protection Incendie de Châteauroux (36) pour un montant de 13 984.00 € HT soit 16 780.80 € TTC.

4. Abattage du chêne de l'étang communal

Un autre chêne près de l'étang est malade et doit être abattu.

3 devis ont été demandés :

- Société Almeida Paysage de Salbris (41) : 1 780.00 € HT soit 2 136.00 € TTC.
- Société Aurélien Gault de La Chapelle d'Angillon (18) : 3 000.00 € HT soit 3 600.00 € TTC
- Société Raymond Louis de Brinon sur Sauldre (18) : 2 900.00 € HT soit 3 480.00 € TTC

La Commission propose de retenir l'entreprise Almeida Paysage de Salbris (41) pour un montant de 1 780.00 € HT soit 2 136.00 € TTC.

5. Plan REVE

Monsieur le Maire rappelle qu'au budget primitif 2019, la somme de 10 320.00 € avait été prévue pour la réhabilitation de l'éclairage public par le SDE 18, via le Plan REVE (70 % à charge du SDE18 et 30% pour la collectivité).

Or, il s'avère que les travaux prévus en 2019 sont plus onéreux que prévus, et de ce fait, une autre tranche sera prévue en 2020.

Monsieur Le Maire présente les devis qui ont été proposés par le SDE18, à savoir :

- Place de l'Eglise – 9 lampadaires : 10 188.45 € - coût pour la collectivité 30% soit 3 056.54 €
- L'étang Thévenin – 5 lampadaires : 5 658.45 € - coût pour la collectivité 30% soit 1 697.53 €
- Route des Réaux – 10 lampadaires : 11 426.49 € - coût pour la collectivité 30% soit 3 427.95 €

La commission propose de valider tous ces devis du SDE18 du plan REVE pour cette année.

6. Travaux de revitalisation et d'aménagement du centre bourg

Monsieur le Maire informe les membres de la commission que les consultations auprès du maître d'œuvre M. Rodolphe Chemiere et le cabinet Neuilly concernant les travaux de revitalisation et d'aménagement du centre bourg, continuent afin de concrétiser et chiffrer au plus près ce projet.

Il s'avère que des travaux complémentaires sont à prévoir : carottage de la voirie, état et nature des canalisations, ce qui représente un coût non négligeable à prendre en considération.

La commission des travaux se réunira prochainement pour finaliser ce projet et envisager sa faisabilité, compte tenu des nouvelles contraintes environnementales.

Un chiffrage définitif devrait permettre à l'équipe en place de projeter cette réalisation à l'horizon 2020/2021.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à **l'unanimité**,

➤ **ACCEPTE toutes les propositions de la commission des travaux.**

➤ **CHARGE Monsieur le Maire de signer toutes les pièces relatives à cette décision.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

9- Délibération n° 2019-0076

Objet : Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du service Public de l'Assainissement 2018

Lionel POINTARD rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, à la Préfète et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Ce dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.

Lionel POINTARD donne la parole à Ulrich BAUDIN, adjoint délégué au service assainissement, afin de présenter ce rapport.

Après présentation de ce rapport et après en avoir délibéré à l'**unanimité**, le Conseil Municipal

- ✓ **ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif pour 2018, tel qu'annexé à la présente délibération.**
- ✓ **DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération ainsi que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement 2018,**
- ✓ **DIT qu'en application de l'article L 2224-5 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération ainsi que le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif annexé sera mis à disposition du public à la Mairie de Brinon-sur-Sauldre.**
- ✓ **DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site www.services.eaufrance.fr conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.**
- ✓ **DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

10- Délibération n° 2019-0077

Objet : Modification des statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire Brinon-Clémont (SIVOS)

Lionel POINTARD donne la parole à Madame Catherine HUPPE, vice-présidente du SIVOS.
Madame Catherine HUPPE expose au conseil municipal :

Par délibération en date du 17 juin 2019, le Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS) a procédé à la mise en conformité de ses statuts avec le droit, en modifiant certains articles. Les compétences du syndicat sont uniquement d'ordre scolaire. Les activités périscolaires et extra-scolaires sont des compétences prises par chacune des deux communes, Brinon et Clémont. La dénomination du syndicat a également été remise à jour. En effet, lors de sa création, le syndicat était nommé Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique (SIRP) alors que depuis de nombreuses années, il est nommé Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS). La compétence ramassage scolaire n'est plus une compétence du syndicat.

Catherine HUPPE donne lecture au conseil municipal des nouveaux statuts du SIVOS.

Le Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS) a donc procédé à une modification de ses statuts par délibération du 17 juin 2019.

Il convient en conséquence d'accepter les modifications des statuts du SIVOS.

Vu le projet de statuts modifiés du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS) notifié par sa Présidente le 18 juin 2019,

Considérant qu'en vertu de l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal doit se prononcer sur cette révision statutaire, par délibération concordante, dans les trois mois,

Après avoir entendu l'exposé de la vice-présidente du SIVOS, Monsieur le Maire propose au conseil municipal :

Article 1 : D'ACCEPTER les modifications des statuts comme présentées par Madame Catherine HUPPE, vice-présidente du SIVOS,

Article 2 : D'ADOPTER les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS) tels qu'annexés à la présente délibération,

Article 3 : D'AUTORISER le maire à signer tout acte afférent à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

- **ACCEPTE les modifications des statuts comme présentés par Madame Catherine HUPPE, vice-présidente du SIVOS,**

- **ADOPTE les nouveaux statuts du Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire (SIVOS) tels qu'annexés à la présente délibération,**

- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à la présente délibération.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

11- Délibération n° 2019-0078

Objet : Approbation du nombre et de la répartition des sièges de conseillers communautaires dans le cadre d'un accord local

Lionel POINTARD expose au conseil municipal :

Tous les établissements publics de coopération intercommunal à fiscalité propre (EPCIFP) doivent faire l'objet d'une recomposition dans l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux.

Les délibérations doivent être prises par les communes membres de l'EPCIFP à la majorité qualifiée, impérativement avant le 31 août n-1, soit le 31 août 2019 en prévision du renouvellement des conseils municipaux de mars 2020. A défaut d'accord des communes, la composition du conseil communautaire répondra à la répartition de droit commun, qui établit à 30 le nombre de sièges à répartir pour la Communauté de communes Sauldre et Sologne.

La composition actuelle du conseil de la Communauté de communes Sauldre et Sologne est dérogatoire au droit commun. Elle répond à l'accord local n°1, qui établit à 37 le nombre de conseillers.

Conformément à ce qui a été convenu lors du conseil communautaire du 20 mai 2019, il est proposé de maintenir la composition actuelle du conseil communautaire et se prononcer pour un accord local fixant à 37 le nombre de sièges de conseillers communautaires.

Vu le décret n°2018-1328 du 28 décembre 2018 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon applicable au 1^{er} janvier 2019 ;

Vu la loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 autorisant l'accord local de répartition des sièges de conseiller communautaire ;

Vu l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'au 31 août 2019 au plus tard, avant le renouvellement général des conseils municipaux de mars 2020, il est procédé à la recomposition de l'organe délibérant des EPCI à fiscalité propre en application de l'article L.5211-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant qu'un accord local peut être conclu à la majorité qualifiée des communes intéressées c'est-à-dire par accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population de celles-ci ou de la moitié au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des deux tiers de la population de celles-ci. Cette majorité doit comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres ;

Considérant que l'accord local doit permettre de répartir au maximum 25 % de sièges supplémentaires par rapport au nombre de sièges obtenus en application des règles de droit commun. Les sièges sont répartis en fonction de la population municipale de chaque commune, chaque commune dispose d'au moins un siège et aucune commune ne peut disposer de plus la moitié des sièges ;

Considérant qu'à défaut d'accord local, la recomposition s'effectue selon les règles de droit commun

Il est proposé au conseil municipal :

Article 1 : D'APPROUVER l'accord local fixant à 37 sièges la composition du conseil communautaire Sauldre et Sologne et la répartition suivante :

Communes	Nombre de conseillers communautaires
ARGENT SUR SAULDRE	5
AUBIGNY SUR NERE	12
BLANCAFORT	3
BRINON SUR SAULDRE	3
CLEMONT	2
ENNORDRES	1
IVOY LE PRE	2
LA CHAPELLE D'ANGILLON	2
MENETREOL SUR SAULDRE	1
MERY ES BOIS	2
OIZON	2
PRESLY	1
SAINTE MONTAINE	1

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal

➤ **APPROUVE l'accord local fixant à 37 sièges la composition du conseil communautaire Sauldre et Sologne et la répartition suivante :**

Communes	Nombre de conseillers communautaires
ARGENT SUR SAULDRE	5
AUBIGNY SUR NERE	12
BLANCAFORT	3
BRINON SUR SAULDRE	3
CLEMONT	2
ENNORDRES	1
IVOY LE PRE	2
LA CHAPELLE D'ANGILLON	2
MENETREOL SUR SAULDRE	1
MERY ES BOIS	2
OIZON	2
PRESLY	1
SAINTE MONTAINE	1

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

12- Délibération n° 2019-0079

Objet : Modification des statuts de la Communauté de Communes Sauldre et Sologne portant intégration de la compétence facultative « Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ».

Lionel POINTARD expose aux membres du conseil municipal :

Par délibération en date du 24 septembre 2018, la Communauté de communes Sauldre et Sologne a procédé à la mise en conformité de ses statuts avec le droit en intégrant les compétences obligatoires de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI). Par cette même délibération, la Communauté de communes Sauldre et Sologne a choisi d'exercer une compétence complémentaire à la GEMAPI obligatoire, à savoir « l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion de la ressource en eau », au titre des compétences facultatives. Cette décision a été prise au regard de l'exercice de cette compétence d'animation par tous les syndicats gestionnaires de la GEMAPI présents sur le territoire intercommunal.

Or, il s'avère que les syndicats (Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Yèvre, Syndicat d'Entretien du Bassin du Beuvron, et Syndicat Mixte du Pays Sancerre Sologne) exercent également tous la compétence codifiée par l'item 11 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, à savoir : « la mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ». Cette compétence est indissociable de l'animation dans le cadre des contrats de bassin portés par les syndicats.

La Communauté de communes Sauldre et Sologne a donc procédé à l'intégration de cette compétence complémentaire à ses statuts par délibération en date du 20 mai 2019.

Il convient en conséquence d'accepter le transfert de cette compétence.

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Vu l'article L.211-7 du Code de l'environnement,

Vu le projet de statuts modifiés de la Communauté de communes Sauldre et Sologne notifié par sa Présidente le 22 mai 2019,

Considérant qu'en vertu de l'article L5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal doit se prononcer sur cette révision statutaire, par délibération concordante, dans les trois mois,

Il est proposé au conseil municipal :

Article 1 : D'ACCEPTER le transfert de la compétence facultative suivante issue de l'alinéa 11° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : « La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ».

Article 2 : D'ADOPTER les nouveaux statuts de la Communauté de communes tels qu'annexés à la présente délibération.

Article 3 : D'AUTORISER le maire à signer tout acte afférent à la présente délibération.

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal

- **ACCEPTÉ le transfert de la compétence facultative suivante issue de l'alinéa 11° de l'article L.211-7 du code de l'environnement : « La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ».**

- **ADOPTÉ les nouveaux statuts de la Communauté de Communes Sauldre et Sologne tels qu'annexés à la présente délibération.**

- **AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte afférent à la présente délibération.**

Acte certifié exécutoire

Réception par la Préfète : 21/06/2019

Publication : 21/06/2019

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h30

**Fait et délibéré en séance les, jour, mois et an susdits,
Et, ont signé au registre les membres présents,**

**Fait à Brinon-sur-Sauldre, le 21 juin 2019
Certifié affiché le 21 juin 2019,
Le Maire,
Lionel Pointard**